



## PROCES VERBAL DE L'ATELIER DE LANCEMENT DU PROJET

### APPROCHE REGIONALE HARMONISEE A LA GESTION DURABLE DES FORETS DE PRODUCTION DANS LE BASSIN DU CONGO

Douala, 20 & 21 Avril 2012

La réunion a rassemblé une trentaine de participants venant des USA, de Nairobi, de la république du Congo, la RDC, le Gabon, la RCA, la Guinée équatoriale et le Cameroun

#### **Elle a démarré Mardi 20 Mars 2012 à 08h30 par des allocutions :**

- De l'agence d'exécution du projet (WRI) – M. PIERRE METHOT ;
- Du chargé de projets FEM du Programme des Nations Unies pour l'Environnement- M.ADAMOU BOUHARI ;
- Allocution d'ouverture du représentant du Secrétaire Exécutif de la COMIFAC- M NCHOUTPOUEN CHOUAIBOU.

Ensuite s'est suivie la présentation du cadre général du projet au niveau régional et au niveau du PNUE par M. ADAMOU BOUHARI qui est revenu sur l'intérêt que le PNUE accorde à la réussite de ce projet pour le maintien de l'équilibre de l'environnement mondiale.

Ensuite, le Directeur du projet a donné un aperçu sur le cadre générale du projet. Puis s'est enchaîné une série de présentation sur les 5 Extrants du projet par les experts du projet à savoir :

- Instruments harmonisés de lutte contre l'exploitation forestière illégale ;
- Les mécanismes de marchés et fiscaux incitatifs ;
- Les conditions de gouvernance et de gestion durable des forêts ;
- La méthodologie de suivi et monitoring ;
- La gestion du projet.

A l'issue de toutes ces présentations, les participations ont manifesté une série de préoccupations et recommandations et des précisions ont également été apportées.





## **I. Préoccupation sur le choix des pays**

Dans le cadre des négociations, quatre pays de la sous région ont accepté d'engager les ressources pour les activités pilotes. Mais, le Gabon n'est pas allé jusqu'au bout du processus et seuls la RCA, la République du Congo, et la Guinée Equatoriale ont été choisis comme pays pilotes.

Dans le processus d'élaboration de ce projet aucun pays n'a été écarté et lors de l'élaboration du PRODOC à Douala en février 2011 aucun autre pays n'a manifesté le désir de faire partir des projets pilotes.

Les lettres d'endossement du Cameroun n'avaient pas l'engagement d'allocation de ressources propres qui est une condition sine qua none pour bénéficier de l'appui du GEF.

Les pays non pilotes verront les membres du projet assez régulièrement pour le partage des leçons apprises à travers des ateliers, forums, etc.

Les consultants internationaux travailleront au niveau régional car le projet est sous régional, mais leur mobilisation dépendra des besoins de chaque pays.

## **II. Préoccupation sur les coûts du projet et le cofinancement**

Les projets du PNUE-FEM contribuent en partie aux initiatives déjà existantes. Ils apportent tout simplement une bonification à ces initiatives. WRI s'est rapproché des autres projets pour la recherche des lettres d'engagements pour Co financement à partir des projets qu'ils mènent déjà. Ces cofinancements seront reporté annuellement (le temps du personnel car le projet ne paie pas les honoraires pour le temps consacrer au projet. Dans le cadre de ce projet, les autres initiatives se sont engagées à hauteur d'environ 16 millions \$US.

## **III. Préoccupation sur les procédures de passation des marchés pour les agences d'exécution nationales**

Les discussions ont été engagées avec les administrations en charge des forêts des pays de la zone COMIFAC dès le départ. Les lettres ont été adressées aux ministères qui ont choisi les agences locales (ONG,...) d'exécution du projet.

Le projet travaille uniquement avec les ONG locales qui maitrisent parfaitement les réalités de terrain. Il s'agit notamment d'ANDEGUE en Guinée Equatoriale, DMI au Congo Brazzaville et ODE de la RCA





#### **IV. La préoccupation de la faible représentativité des experts nationaux et l'expérience des consultants internationaux dans le bassin du Congo**

Les consultants internationaux connaissent les réalités de terrain de la sous région, ils seront employés à temps partiel et font déjà partie des autres projets de WRI. Par contre, les consultants nationaux vont travailler à temps plein sur toute la durée du projet.

#### **V. Quelques recommandations formulées à l'issus des préoccupations des participants**

Pour l'harmonisation des systèmes d'information de gestion de l'information forestière et de traçabilité de bois (SIGIF), le projet est bien conscient des disparités dans les différents pays, mais n'a pas la prétention d'amener tous les pays à faire la même chose, mais de voir comment l'information peut circuler.

Le projet doit s'insérer dans les initiatives APV FLEGT en cours, prendre en compte les résultats du projet ACP FLEGT de la FAO sur l'harmonisation des outils de suivi de bois dans la sous région et le projet de la CEEAC sur la transformation plus poussée du bois.

L'atelier du PFBC qui s'est tenu en février dernier à permis de produire un document sur les grands projets en cour dans la sous région. Ce document pourra être envoyé à l'équipe du projet pour prendre connaissance et envisager les possibilités de synergies.

Il faudra bien circonscrire les outils qui seront développés pour le suivi de l'exploitation illégale car la GDF implique plus que l'exploitation illégale, faire un lien clair entre le rapport sous régional sur le contrôle forestier et les produits du projet. S'appuyer également sur OFAC qui donne déjà en temps réel des informations sur la dynamique forestière à partir d'une base de données en ligne.

Il y a vraiment nécessité d'intégrer les autres pays en recherchant les sources de financements additionnels. Il sera difficile de parler d'approche régionale en travaillant uniquement dans 3 pays. Sinon, ce sera difficile d'avoir un endossement au niveau du conseil de ministres, surtout que les grands pays en termes de surface forestière comme la RDC, la Cameroun et le Gabon ne sont pas pris en compte pour les actions pilotes.

#### **VI. Quelques précisions sur le projet**

Le projet a été élaboré en 2006, d'où certaines activités hétéroclite, il est question aujourd'hui d'aider l'agence d'exécution à adapter le projet aux nouvelles réalités à partir d'un état des lieux détaillé.





Dans le cadre de ce projet, les acteurs expriment réellement leurs besoins et ceux ci doivent être clairement consignés dans le PV de l'atelier de lancement, car le changement ne peut pas être opéré par le PNUE et/ou le WRI uniquement.

Le Gabon n'a pas encore consommé son FEM 5, si l'assistance des nationaux est une préoccupation du pays, il est possible d'entrer en contact avec le point focal du GEF au niveau du Gabon pour s'enquérir des modalités de mobilisation des fonds.

Le GEF a travers le PNUE a d'autres outils de suivi évaluation qu'il mettra à la disposition de l'équipe du projet. Il s'agit notamment du tracking Tools et de bio-Security.

### **La journée de mercredi 21 Mars 2012 a quant à elle démarré à 09h00 :**

Elle a débuté avec la présentation de M. Pierre Méthot sur *l'Etat d'avancement du projet au niveau régional* où plusieurs activités ont déjà été menées à savoir :

- La nomination au niveau de la COMIFAC des membres devant constituer le comité de pilotage ;
- La nomination des agences d'exécution dans les différents pays devant abriter les projets pilotes ;
- La préparation et la soumission au PNUE de la première série de rapports d'activités et financier au 31 Décembre 2011.

### ***Sur le plan technique on peut déjà noté :***

- La mission diagnostique du CETM de pointe noire pour l'identification des besoins en formation, en réhabilitation des installations physiques et les équipements devant être fournis par le projet ;
- L'évaluation de l'état de la situation des ateliers et opérations des artisans menuisiers de pointe noire et de Brazzaville et de leurs besoins
- Des discussions en interne avec l'expert en Systèmes de gestion de l'information forestière (SIGEF) et en traçabilité et sa première mission dans la sous région pour établir l'état de lieux et les possibilités de collaboration avec les structures comme SGS et Helvetas débutera dès le 22 Mars 2012.
- Des discussions avec le projet REDD de la banque mondiale en RCA ont également débuté, afin de développer les possibilités de synergies.





Le reste de l'année 2012 sera consacré à une série d'analyses et de consultations au plan sous-régional et dans les 3 pays pilotes.

**Pour le calendrier des activités par pays, on a noté**

***Pour le Congo-Brazzaville***

Les PTA sont disponibles, DMI est l'agence d'exécution nationale et les activités préalable vont être entamé comme la sécurisation du site, l'ouverture d'un compte au niveau régional. Il est aussi important de noter que la Banque mondiale est prête à mettre \$500000 pour soutenir cette initiative. La proposition a été envoyée et on attend la réponse.

***Pour la RCA***

Les PTA 2012 sont bien disponible et l'atelier de démarrage est prévu pour le 27 Mars 2012 à Bangui.

***Pour la Guinée équatoriale***

Le représentant de l'agence d'exécution de la Guinée équatoriale, le PTA 2012 n'a pas été diffusé, mais M. Pierre Méthot a tenu à préciser que les activités seront similaires à celles de la RCA.

***Puis s'est enchainé une série de deux présentations sur la gestion administrative et financière du projet par M. ADAMOU BOUHARI et Mme PENINAH WARIMU***

Celle-ci a permis de voir les différentes obligations administratives en termes de décaissement et de reporting, les actions de visibilité du projet en termes d'utilisation des logos, les justifications des dépenses et des cofinancements des autres partenaires. Il s'agissait aussi de présenter les flexibilités accordé à l'agence d'exécution dans l'utilisation des fonds, les procédures de passations de marchés, d'acquisition du matériel et de recrutement des consultants nationaux et internationaux. Il est aussi ressorti clairement que le PNUE est le seul responsable vis-à-vis du FEM dans ce projet et les lignes de communication doivent rester ainsi.

**Ensuite les participants ont été soumis à un exercice de listing des projets et programmes complémentaires en cour de mise en œuvre dans la sous région : c'est ainsi qu'on a tour à tour relevé :**





Les projets ECOFORAF, RECAPWOOD, FAO ACP FLEGT, KFW, IDH, CEEAC, OAB/OIBT, SGS-Helveta, CBFF, AFD, etc.

La dernière activité de cet atelier consistait à travailler en groupe de travail restreint sur les quatre grandes composantes/Extrants du projet, dans l'optique de :

- Proposer des formulations des activités et produits attendus de façon plus précises et adaptés à la situation actuellement dans le bassin du Congo.
- Faire une analyse de la situation et recommandations sur les activités à entreprendre dans chacune des composantes;
- Identification des financements additionnels/opportunités pour pouvoir intégrer les autres pays comme le Cameroun, la RDC et le Gabon non pris en compte actuellement.

